

CAMPUS

L'eau au Liban : les étudiants s'emparent d'une problématique cruciale



Les étudiants sont unanimes : il s'agit de se méfier de cette idée, largement fantasmée et répandue jusque dans les manuels scolaires, selon laquelle le Liban serait le « château d'eau du Moyen-Orient ».

DÉBAT ULF

Dans le cadre du Mois de la francophonie, l'Université de technologie et de sciences appliquées libano-française (ULF) a organisé mardi 8 mars, en partenariat avec l'Institut français de Tripoli (IF) et l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), un débat étudiant sur la problématique de l'eau au Liban.

Paul JOUANNY | OLJ

18/03/2016

Après une rapide présentation par le professeur Norma Arab, responsable de l'enseignement du français à l'ULF et qui a supervisé l'organisation de cet événement, et un bref discours du président de l'université, le Dr Mohammad Salhab, la parole est volontairement laissée aux étudiants. Cet événement se veut en effet avant tout un débat étudiant, préparé par un panel de dix jeunes issus de l'ULF, de l'Université libanaise (UL) ou encore du Lycée Rawdat al-Fayhaa. Un mot d'ordre qui n'a pas échappé à Motia Hallak, sociologue et figure locale du journalisme, qui se bornera tout au long de l'échange à un rôle de modératrice.

Une première partie du débat porte sur la situation actuelle du Liban en matière d'eau : sommes-nous déjà en situation de crise ? Étudiant en génie civil, Antonio commence par évoquer, exemples chiffrés à l'appui, l'utilisation de l'eau pour les besoins domestiques, mais également dans l'industrie et l'agriculture. Le développement rapide de la société moderne, mais également la forte croissance de la population – « à cause des réfugiés syriens », fait remarquer Walid – impliquent logiquement une hausse des besoins en eau. Or face à cette demande sans cesse croissante, les ressources hydrauliques du pays auraient plutôt tendance à suivre la courbe inverse. Une grande partie de celles-ci provient en effet des précipitations et notamment de la fonte des neiges, ce qui la place sous la menace directe du réchauffement climatique, prévient Joanna. Un autre problème essentiel est bien sûr celui de la pollution, qui ne peut que s'accroître avec la crise des déchets que traverse le Liban.

Une problématique largement sous-estimée

Les étudiants sont unanimes : il s'agit de se méfier de cette idée, largement fantasmée et répandue jusque dans les manuels scolaires, selon laquelle le Liban serait le « château d'eau du Moyen-Orient ». Spécialiste de la question en sa qualité de directeur général de l'Office des eaux du Liban-Nord, le Dr Jamal Kourayem fait remarquer qu'il est difficile de connaître précisément les besoins en eau d'un pays dont on se refuse à recenser la population. Il avance néanmoins ce chiffre concernant les ressources du Liban : 950 m³ d'eau par an et par habitant. Une situation qui, certes, n'a rien de dramatique si l'on considère celle de la Jordanie, qui dispose en moyenne chaque année de 150 m³ d'eau par habitant, mais place le Liban tout de même légèrement en dessous du « seuil de pauvreté en eau », fixé à 1 000 m³. Boudée par les médias selon M. Kourayem, en dépit de cette première alerte qu'aurait dû constituer la sécheresse de 2014, la question de la gestion de l'eau est pourtant cruciale. Sa dimension économique n'est par ailleurs pas négligeable : à titre d'exemple, la station d'épuration de Tripoli, qui couvre les besoins d'un million de citoyens du Liban-Nord, coûte chaque année plus de trois millions et demi de dollars. Des frais que peinent à couvrir les municipalités, alors que quarante pour cent des citoyens ne s'acquittent même pas de leur facture d'eau...

« Changer les mentalités »

La seconde partie du débat revient sur la question de la « propriété » de l'eau : s'agit-il d'un bien individuel ou collectif ? Si la question est rhétorique, elle mérite toutefois d'être posée et l'intervention de Walid illustre bien ce qui est en définitive le principal problème en matière

de surconsommation : celui des mentalités. Le jeune homme nous livre les résultats d'un « sondage » réalisé auprès de ses amis, qui déclarent passer entre trente et quarante minutes sous la douche, avant de joyeusement nous avouer que lui-même aurait plutôt tendance à élever cette moyenne ! Un gaspillage, reconnaît-il, mais le plaisir avant tout. À Ahmad, qui déplore l'absence totale de contrôles, Joulyana répond que la préservation de l'eau relève certes de la responsabilité de l'État, « mais également et avant tout de la nôtre ». Sa raréfaction ne pourra être enrayerée que par une prise de conscience des citoyens et le changement de mentalité qui l'accompagne. Au milieu de propositions aussi originales qu'irréalistes – rationnement de la consommation en eau de chaque ménage, invention d'une douche fonctionnant à la pièce ou encore recherche de nouvelles sources –, c'est finalement à M. Kourayem – qui sera intervenu plus souvent qu'à son tour mais toujours à bon escient – que l'on doit « l'adaptation pratique » que Dima appelait de ses vœux : l'instauration à Tripoli d'une semaine annuelle de sensibilisation à la problématique de l'eau. Affaire à suivre, donc.



[RETOUR À LA PAGE "CAMPUS"](#)